

rechercher

Home | Contact | imprimer

de | fr

ACTUALITÉ

VOTATIONS

POSITIONS

PARTI

SHOPPING

LIENS

>> [retour au service de presse](#)**ACTUALITE****POUR LA LIBERTÉ ET LA SÉCURITÉ – CONTRE LE PASSEPORT BIOMÉTRIQUE OBLIGATOIRE**

par Lukas Reimann, conseiller national, WII (SG)

Le secret bancaire et la votation sur le passeport biométrique obligatoire soulèvent tous deux la même question fondamentale: voulons-nous un Etat libéral, qui encourage la responsabilité personnelle de ses citoyens, ou voulons-nous être des citoyens transparents et surveillés en permanence. Ces deux questions fondamentales sont l'expression de la méfiance saine et justifiée des citoyens à l'égard de l'Etat. Cela dénote un état d'esprit libéral et représente ainsi le cœur même de la représentation suisse de l'Etat. Il en va de la protection de la sphère privée. L'individu et la propriété privée priment sur les intérêts de l'Etat. Dans l'UE c'est généralement le contraire.

L'Etat est une émanation des citoyens; les citoyens n'appartiennent donc pas à l'Etat. En prévision de l'avenir les fondateurs de la Confédération helvétique moderne ont sagement et avec une dose de scepticisme inclus des sécurités contre l'abus de pouvoir et la mauvaise gestion de l'Etat, par l'élaboration de nombreux instruments d'organisation et de destitution.

La Suisse a aujourd'hui l'un des passeports les plus sûrs au monde et elle offre le choix entre une version biométrique ou classique du document. Mais il est prévu que dorénavant tous les passeports seront obligatoirement porteurs de données biométriques, qui seront stockées sur une puce RFID. Le nouveau passeport n'est plus volontaire – comme jusqu'à présent – mais bien obligatoire. Cette décision restreint inutilement la liberté individuelle. Par la suite la carte d'identité (ID) devrait connaître le même sort. Tout cela, alors même que de nombreux experts pointent du doigt les graves failles de sécurité de la technologie RFID et en déconseillent l'utilisation pour des documents d'identité, parce qu'elle les rend moins sûrs. Les autorités étrangères, et même des sociétés privées et d'autres "instances appropriées", auraient accès aux données se trouvant sur la puce. Nul ne peut plus ensuite contrôler ce qui advient de ces données volées. Des spécialistes en informatique et des experts en matière de protection de données tirent la sonnette d'alarme.

A cela s'ajoute que toutes ces données des citoyens seraient stockées dans une base de données centrale de la Confédération, alors même que la plupart des autres Etats européens ne le font pas, pour des raisons de sécurité et de protection des données, et que les accords de Schengen ne l'exigent même pas.

Le système fédéraliste suisse, qui a pourtant fait ses preuves, serait également court-circuité: le nouveau passeport ne pourra plus être délivré dans la commune de résidence, mais uniquement dans de grands centres. Il est impensable de reléguer à l'Histoire des structures locales parfaitement fonctionnelles sans raison et que les habitants de communes rurales doivent se rendre jusqu'au chef-lieu du canton, pour demander une carte d'identité ou un passeport! C'est une aberration économique qui doit absolument être évitée.

Le nouveau passeport est plus cher, ce qui désavantage encore une fois les familles suisses. Et une fois de plus la Suisse s'inspire du droit européen: le passeport nous est imposé par l'étranger. Ce qui est particulièrement ironique c'est que la Suisse, en bon élève, va bien au-delà des exigences venant de l'étranger.

De nombreux arguments d'ordre pratique, fédéraliste, juridique, et sécuritaire parlent contre le passeport biométrique obligatoire. C'est pourquoi le Non est si important le 17 mai, parce qu'il garantit des droits démocratiques élémentaires, qui font la Suisse. Nous n'avons qu'une seule occasion de nous prononcer sur la question de savoir si nos données personnelles peuvent être récoltées et disséminées. Il n'y aura pas de retour en arrière. Et nul ne peut prévoir aujourd'hui ce qui adviendra des données ainsi confiées à nos autorités, et les risques d'abus qu'elles encourrent.

NEWSLETTER

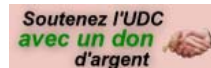
@

[ENVOYER >>](#)

**POSTES**  
disponibles


**SHOPPING**  
online


Devenir  
**MEMBRE**  
de l'UDC


Soutenez l'UDC  
avec un don  
d'argent

KANTONALPARTEIEN

[PLUS >>](#)